

POLÉMIQUE SUR L'ARGENT DE LA ZAKAT

Ghoulamallah poursuit sa campagne

Lors de sa visite de travail effectuée jeudi dernier dans la wilaya d'Oran pour inspecter les projets en cours, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Bouabdellah Ghoulamallah, a observé une halte au niveau du siège de la wilaya où il a rencontré les imams.

Amel B. - Oran (Le Soir) - Ce fut l'occasion pour le ministre de dresser un plaidoyer pour les «disculper» quant à la polémique lancée il y a quelques jours par son ex-conseiller chargé de la communication sur le détournement d'une partie du fonds de la Zakat.

«Il y a, dit-il, des tentatives pour faire douter de l'honnêteté de l'imam, il ne faut pas que cela influe sur les croyances et les convictions des imams, ils sont en bonne voie.» Toutefois, il reconnaît «certes il existe quelques cas d'écarts de

quelques imams, mais la responsabilité leur incombe en tant qu'individu, nous ne sommes pas parfait, seul Dieu a cette particularité».

Tout en poursuivant son plaidoyer au profit des imams, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, s'est félicité des efforts accomplis par les imams d'Algérie qui ont permis de récupérer les mosquées, en évitant au pays sa destruction au nom des mosquées. «Actuellement, l'Algérie compte 14 millions d'Algériens qui fréquentent les mosquées, et refusent

d'écouter et de suivre ceux qui veulent porter atteinte à la mosquée et à l'imam pour atteindre l'Algérie. Dès lors, c'est l'imam qui accomplit au mieux son rôle».

Revenant sur la polémique autour du détournement d'une partie de la zakat, le ministre déclare : «L'imam est innocent et ces accusations gratuites et émanant de gens qui connaissent parfaitement les procédures de collecte de la zakat sont de pures spéculations mensongères». Durant sa visite de travail dans la wilaya d'Oran, Bouabdellah Ghoulamallah s'est rendu sur le chantier de la grande mosquée Ben Badis, qui devra compter 50 000 places et se joindra ainsi aux 299 mosquées que

compte la wilaya. Ce projet sur lequel s'était attardé le président de la République lors de sa dernière visite dans la wilaya d'Oran et qui avait insisté sur l'importance de la partie décorative, s'est vu bénéficier d'une enveloppe de 5 milliards de dinars pour entamer sa deuxième phase, un avis d'appel d'offres international sera lancé incessamment pour entamer cette partie finale.

Le ministre a annoncé que la mosquée en question bénéficiera d'un centre des arts islamiques, d'un centre de recherche et d'une salle de conférences. L'on saura qu'à partir du 5 avril 2008 la gestion de ce grand projet, jusque-là géré par une association, sera cédée à la wilaya d'Oran.



A. B. «Il y a des tentatives pour faire douter de l'honnêteté de l'imam.»

APRÈS L'INJONCTION DE BELKHADEM À LA FONCTION PUBLIQUE

La coordination des syndicats autonomes crie au scandale

L'injonction faite par le chef du gouvernement à la Fonction publique n'a pas laissé indifférents les syndicats autonomes. Ceux qui sont réunis au sein de la coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique crient au scandale. Ils estiment que pris de panique, le gouvernement n'a pas hésité à violer toutes les lois de la République.

Naval Imés. - Alger (Le Soir) - Les douze syndicats représentant les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'enseignement supérieur et de l'administration considèrent que l'annonce faite par Belkhadem qui consiste à appliquer les statuts avant même leur validation constitue d'une part une tentative de contenir le mouvement de

contestation et de faire à l'UGTA un «cadeau» en perspective de la tenue de son congrès. Le SNPSSP, le Cnes, le SNTSE, le SNAPSY, le SNAPAP, le Satef, le SNPSP, le SINDPSM, le Snapest, l'Unepf et le SNMAM maintiennent la grève de trois jours prévue les 24, 25 et 26 février. Ils entendent mobiliser les fonctionnaires pour protester contre la

grille des salaires. Le Dr Youfi, président du syndicat national des spécialistes de la santé publique a tenu, hier, à recentrer le débat. Il estime que le combat des syndicats autonomes ne se situe pas autour de la date de l'entrée en vigueur de la grille des salaires mais dans le contenu du texte qui doit impérativement être révisé.

Unanimes, les responsables syndicaux membres de la coordination estiment que la gestion du dossier des salaires a prouvé, une fois de plus, l'incapacité des pouvoirs publics à répondre aux attentes des travailleurs. Pire encore, l'offre de dialogue faite

par les différents ministres ne sert qu'à donner l'impression que les pouvoirs publics sont à l'écoute du monde du travail. Le porte-parole du Snapest, Meziane Meriane qui n'a pas épargné le numéro un de la Centrale syndicale qui, aux dires de l'orateur, pratique «du syndicalisme d'Etat» et qui tente de récupérer les retombées des différents mouvements de contestation. Pour M. Rahmani du Cnes, c'est l'absence d'un projet de société clair qui fait que les libertés syndicales sont ainsi brimées. L'occasion pour le numéro un du SNPSSP de déplorer l'inquiétant silence de la classe poli-

tique qui se contente d'observer le marasme social sans jamais se prononcer. Les syndicats ont, en effet, saisi les groupes parlementaires des partis représentés au sein de l'hémicycle, seuls deux ont daigné les recevoir sans pour autant donner suite à cette rencontre. Nullement découragés par le mépris affiché, les syndicalistes affirment que l'horizon syndical se précise. Il n'est pas exclu que d'autres syndicats rejoignent la contestation. Le code du travail qui se prépare dans la totale «opacité» sera une occasion de plus pour une plus large mobilisation syndicale.

N. I.

FAVORABLE AU 3^e MANDAT PRÉSIDENTIEL

Le RND appelle le gouvernement à poursuivre les réformes stratégiques

«Oui, oui, oui à la révision de la Constitution, au troisième mandat (présidentiel)», affirme Seddik Chiheb, président du bureau d'Alger du RND qui célèbre son 11^e anniversaire. Hostile aux «slogans creux», le vice-président de l'APN appelle le gouvernement à poursuivre les réformes économiques inéluctables et stratégiques et à l'utilisation rationnelle de l'aisance financière.

Chérif Bennaceur- Alger (Le Soir) - Jeudi dernier, le bureau de wilaya d'Alger du Rassemblement national démocratique (RND) a célébré au siège de l'UGTA à Alger, un double anniversaire. Celui du 11^e anniversaire de la création du RND et du 52^e anniversaire de la fondation de l'UGTA.

Une occasion pour les militants locaux et nationaux du parti d'Ahmed Ouyahia de rendre un fervent hommage à feu Abdelhak Benhamouda, ancien secrétaire général de l'UGTA et fondateur du RND, assassiné par le terrorisme. Et le RND d'affirmer par la voix du vice-président de l'APN et président du bureau de wilaya d'Alger, Seddik Chiheb, vive-ment applaudi, qu'il reste fidèle

au message de novembre, au combat de feu Benhamouda ainsi qu'à la mémoire de tous les moudjahidine, patriotes, GLD et autres résistants, décédés ou encore vivants.

Egalement, Seddik Chiheb a rappelé la contribution de l'actuel président du Conseil de la nation, Abdelkader Bensalah, et de l'ancien secrétaire général de l'Organisation des enfants de chouchada (Onec), Tahar Benbaïbeche, dans la construction du RND. Un parti novembriste, républicain et nationaliste selon Seddik Chiheb, qui a estimé que son parti est réaliste et n'a aucun complexe à nourrir. Certes, des acquis ont été réalisés depuis l'indépendance même si des problèmes s'accroissent et que le désespoir

social et les errements deviennent prégnants, note-t-il cependant. Il s'agit donc d'œuvrer à changer les mentalités et de rendre l'espoir, dira Seddik Chiheb, optimiste. Ce dernier rappelant que le RND est disposé à soutenir, une fois de plus et pour la stabilité du pays, l'action de redressement entamée par le président de la République.

«Oui, oui, oui à la révision de la Constitution, un troisième mandat, ...», assènera-t-il. Pour peu, selon ce responsable RND, que l'aisance financière actuelle soit utilisée rationnellement et que le gouvernement poursuive les réformes économiques inéluctables et stratégiques dont la privatisation des entreprises publiques déficitaires et qui cou-

tent à l'Etat 400 milliards de dinars. Il est question maintenant de réduire les déficits et d'adopter une politique courageuse, selon le président du bureau de wilaya d'Alger qui a martelé qu'il faut dépasser les slogans creux, combattre l'improvisation et réhabiliter l'acte de gestion.

C. B.

LES NOUVEAUX SALAIRES PAYÉS DÈS LA FIN MARS-DÉBUT AVRIL

La revalorisation du point indiciaire, l'autre bataille selon l'UGTA

Les salaires revalorisés des travailleurs de la Fonction publique seront payés fin mars-début avril au plus tard. C'est ce que le secrétaire national aux relations extérieures de l'UGTA, Abdelkader Malki, a assuré jeudi dernier. En précisant que c'est sur initiative de la centrale syndicale que le chef du gouvernement a décidé d'accélérer la mise en application de la nouvelle grille salariale. Sur les 44 statuts particuliers, déjà 30 sont au niveau de la direction générale de la Fonction publique, a rappelé Abdelkader Malki. Pour ce syndicaliste, l'amélioration du pouvoir d'achat, dans le contexte de hausse des prix, demeure la préoccupation centrale. En ce

sens, la prochaine bataille concerne la revalorisation à la hausse du point indiciaire, déjà unifié et ramené à 45 DA. Il s'agit également de poursuivre la concertation et le dialogue et de résoudre les problèmes socioéconomiques grâce à la négociation, rappelle Abdelkader Malki. Tout en précisant que son organisation n'a aucun problème avec le gouvernement et que l'UGTA «n'est pas le syndicat du pouvoir». Et en considérant que même si les revendications des syndicats autonomes sont légitimes, la centrale syndicale demeure la seule grande organisation capable et représentative «partout» des travailleurs.

C. B.